

# **VILLE DE BAGNOLS-SUR-CÈZE**

## **CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du 13 avril 2019**

### **PROCÈS-VERBAL**

**Date d'envoi des convocations**  
**et de l'Ordre du jour du Conseil municipal : 2 avril 2019**  
**Nombre de Conseillers municipaux : 33**  
**Nombre de Conseillers municipaux présents : 27**  
**Nombre de Conseillers municipaux absents**  
**ayant donné procuration : 4**  
**Nombre de Conseillers municipaux absents : 2**

L'an deux mille dix-neuf, le 13 avril à 9 heures, le Conseil municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la salle de réunion de la Maison de l'Entreprise, sous la Présidence de Monsieur Jean-Yves **CHAPELET**, Maire.

**Conseillers municipaux présents :** Jean-Yves **CHAPELET**, Denis **RIEU**, Emmanuelle **CREPIEUX**, Maxime **COUSTON**, Ghislaine **COURBEY**, Michel **CEGIELSKI**, Monique **GRAZIANO-BAYLE**, Ghislaine **PAGES**, Rémy **SALGUES**, Jean Christian **REY**, Catherine **EYSSERIC**, Karine **GARDY**, Raymond **MASSE**, Laurence **VOIGNIER**, Aldjia **SAAIDIA**, Christian **SUAU**, François **PENCHENIER**, Christine **MUCCIO**, Philippe **BERTHOMIEU**, Carole **BRESCHET**, Anthony **CELLIER**, Serge **ROUQUAIROL**, Claudine **PRAT**, Christian **ROUX**, Yvette **ORTIZ**, Claude **ROUX**, Jean-Pierre **NAVARRO**

**Conseillers municipaux absents ayant donné procuration :** Vincent **POUTIER** *procuration à R. SALGUES*, Ali **OUATIZERGA** *procuration à D. RIEU*, Murielle **ISNARD** *procuration à G. PAGES*, Michel **AYMERIC** *procuration à JP NAVARRO*

**Conseillers municipaux absents :** Stéphane **PEREZ**, Anne-Marie **AYMERIC**

**Secrétaire de séance :** Michel **CEGIELSKI**

Question n° : **01**

Rapporteur : **JY CHAPELET**

Objet : **Approbation des procès-verbaux des séances du 24 novembre et 15 décembre 2018.**

**Jean-Yves CHAPELET** : Y-a-t-il des observations sur ces procès-verbaux. Pardon, vous n'en avez qu'un car nous avons eu des problèmes d'impression sur celui du 15 décembre.

**Jean-Pierre NAVARRO** : Bonjour à tout le monde. Concernant le procès-verbal, l'ayant fait à plusieurs reprises, je suis un peu gêné d'intervenir à ce sujet mais j'éprouve au fil du temps de plus en plus de plaisir à la lecture de ces comptes rendus. J'apprécie la bonne rédaction et la fidélité dans la transmission des interventions. Je ne dirai jamais « peut mieux faire » car le parfait n'est pas de ce monde. Je dirai tout simplement bravo et merci aux personnes réalisant ce beau travail.

**Jean-Yves CHAPELET** : Merci nous leur transmettrons, aux élus aussi et à moi-même car je peux vous dire que l'on passe quelques heures à les relire et régulièrement on trouve encore « des coquilles » mais c'est comme ça.

Je le mets au vote. Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

**La question n° 1 est adoptée à l'unanimité.**

Question n° : **02**

Rapporteur : **M. CEGIELSKI**

Objet : **Compte de gestion 2018**

**1/Note synthétique de présentation :**

Le receveur municipal a transmis son Compte de gestion pour l'exercice 2018.

Ce document a été vérifié par les services financiers de la commune. Il est en tous points conformes au Compte administratif 2018.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 3 avril 2019.

**Michel CEGIELSKI** : Je rappelle qu'il existe deux comptes au sein des collectivités, le Compte de gestion et le Compte administratif. Le Compte de gestion est du ressort et de la

responsabilité du comptable public, le Compte administratif, lui est sous la responsabilité du Maire et il concerne l'exécution du budget.

Le Compte de gestion 2018 doit être approuvé avant le Compte administratif et être en parfaite concordance. C'est effectivement le cas, justifié par le comptable public chargé d'encaisser et de payer les dépenses ordonnancées par le Maire. Ce document a aussi été vérifié par les services financiers de la commune et il est en tous points conformes au CA 2018. Obligation était de mentionner la teneur s'il y avait eu une différence.

**Claudine PRAT** : Conformément à ce que vient de dire M. Cegielski, dans la délibération en la forme administrative il est écrit « après avoir entendu et approuvé le CA 2018 » n'est-ce pas un peu contradictoire ?

**Jean-Yves CHAPELET** : C'est juste un mauvais copier-coller.

**Serge ROUQUAIROL** : Si mes souvenirs sont bons, il fut un temps où le Compte de gestion n'était pas voté, il était simplement dit dans une délibération qu'on en avait pris connaissance.

**Jean-Yves CHAPELET** : A l'époque on en prenait connaissance et on votait le Compte administratif maintenant les deux se votent et le Compte de gestion passe en premier.

Je le mets au vote. Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

**La question n° 2 est adoptée à l'unanimité.**

Question n° : **03**

Rapporteur : **M. CEGIELSKI**

Objet : **Compte administratif 2018**

### **1/Note synthétique de présentation :**

Le Compte administratif 2018 présente les résultats suivants :

**sur le budget principal**, un excédent de 330.350,29 euros,

**sur le budget assainissement**, un excédent de 194.760,41 euros,

**sur le budget eau**, un excédent de 89.730,93 euros,

**sur le budget de la caisse des écoles**, un excédent de 11.073,13 euros,

**sur le budget zone de Berret**, un déficit de 119.406,22 euros,

**le budget de liquidation du SIE Bagnols-Lussan**, présente un résultat équilibré à zéro.

Les documents joints en annexe retracent pour chacun des budgets le résumé de l'exécution budgétaire de l'exercice 2018.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 3 avril 2019.

**Michel CEGIELSKI** : C'est un document qui clôt l'année comptable de la commune. Il présente l'ensemble des recettes et des dépenses effectivement réalisées par la ville sur l'année 2018.

**Concernant le fonctionnement**, la présentation comptable du CA fait apparaître un résultat excédentaire dans la section de fonctionnement de 3 752 717 €. Cette somme représente ce que l'on appelle notre capacité d'autofinancement qui était prévu au BP 2019 à hauteur de 3 366 360 €. Pour être précis, cette capacité d'autofinancement montre l'excédent résultant du fonctionnement, elle est calculée par différence entre les produits réels de fonctionnement et les charges réelles. Pour être plus concret, elles permettent de couvrir tout ou partie des dépenses réelles d'investissement. J'insiste là-dessus car de mémoire je ne connais pas la date à laquelle nous avons eu un tel résultat sur la commune.

*Les dépenses en fonctionnement* correspondent en masse globale à notre prévisionnel alors que 22.733.694 € étaient prévus, nous constatons une dépense effective de 22.513.862 €, ceci malgré un dépassement des dépenses sur deux points principaux que sont : les bâtiments 127 000 € qui s'expliquent par un parc immobilier vieillissant qui demande beaucoup d'interventions et de réparations et aussi au niveau de l'informatique avec plus de 50 000 €.

*Les recettes de fonctionnement* on peut noter une hausse concernant principalement les droits de mutation pour une somme de 123 000 € et de la TLPE pour 170 000 €.

**Concernant l'investissement** sur les restes à réaliser un excédent pour une somme de 499 000 €, la section d'investissement présente un besoin de financement cumulé de 3 422 367 €. C'est-à-dire les 3 921 484 € appelé « déficit cumulé » moins les 499 000 € que sont les restes à réaliser.

Pour ce qui est *des dépenses* 9 663 480 € ont été prévus pour un réalisé de 9 428 940 €, soit une légère différence de 234 540 €. Là aussi on peut dire que notre estimation était bonne.

*Les recettes* d'un montant de 9 241 314 € présentent un solde légèrement négatif de 290 000 € principalement dû aux travaux de bâtiments, de l'ATI FEDER mais qui est compensé par un plus de 252 195 € concernant l'éclairage public. Il n'en reste pas moins que la différence entre le résultat excédentaire en section de fonctionnement et le besoin de financement cumulé de la section d'investissement fait apparaître un excédent budgétaire global de 330 350 €. Cet excédent comme il se doit sera proposé en recettes de fonctionnement au budget 2019.

Notre gestion rigoureuse et suivie, ajoutée à une recherche plus poussée de recettes donne un résultat satisfaisant concernant l'exercice 2018. Je remercie les services pour leur engagement qui ont conduit cette année encore à des économies de fonctionnement. Effectivement, je ne peux passer sous silence les économies réalisées notamment en ce qui concerne l'éclairage, la gestion des véhicules, l'organisation administrative et la gestion du

personnel. J'ajoute à cela une stricte analyse mensuelle des balances comptables, associée à la recherche continue d'optimisation financière. J'en profite pour saluer le travail de M. Salgues.

Pour conclure, je vais encore faire remarquer que nos objectifs pour l'exercice 2018 tant en fonctionnement qu'en investissement ont été tenus. Si je me satisfais, c'est aussi pour saluer l'engagement de chaque cas oeuvrant pour la réussite de notre commune, les élus conscients de la maîtrise budgétaire à appliquer dans leurs délégations, les services comme déjà dit plus haut et plus particulièrement le service comptable. Cet engagement, nous souhaitons avec M. le Maire qu'il persiste car comme cela a été présenté lors du DOB, notre volonté est toujours celle de préparer l'avenir des Bagnolais par l'investissement et pour le développement de notre ville.

Voilà concernant le CA et je vous remercie de votre écoute.

**Jean-Yves CHAPELET :** Après vous, je remercie aussi tous les services qui ont œuvré pour l'établissement de ce CA ainsi que les services de la Trésorerie et puis je vais vous remercier personnellement pour votre implication avec Mme Hevin ici présente dans cette salle.

**Serge ROUQUAIROL :** Je vais laisser mes collègues intervenir. J'anticipe sur le débat mais est-ce que comme à l'accoutumée, les budgets du CA peuvent être présentés séparément ?

**Jean-Yves CHAPELET :** Aucun problème.

**Claudine PRAT :** La situation financière de Bagnols s'est améliorée parce qu'on constate une forte baisse de la dette mais comme vous vous en doutez je voudrais quand même modérer ce résultat. Vous dites que les dépenses de fonctionnement ont baissé. En fait, elles n'ont pas baissé sur les dépenses propres internes, elles sont toujours stables autour de 22 000 000 € et d'ailleurs d'une grande stabilité depuis 5 ou 6 ans. Par contre, ce qui améliore beaucoup le résultat c'est le montant des produits exceptionnels qui depuis 3 ans changent beaucoup le résultat des dépenses et des recettes en fonctionnement avec des plus-values sur des cessions immobilières, des sommes plus importantes depuis 2016. Ce qui frappe aussi quand on rapproche les 5 ou 6 derniers bilans, c'est sur les ratios de bases, le nombre d'habitants de la commune n'a augmenté que de 111 habitants, soit 0,1% par an, ce qui est très loin des objectifs fixés que ce soit au PLU ou au PLH. On voit aussi un revenu fiscal par habitant qui est en baisse ce qui confirme le fait que les 111 habitants de plus, malheureusement, ne vont pas forcément participer à améliorer la fiscalité de la ville ou alors que certains sont venus et que d'autres sont partis. Effectivement, le poids fiscal par habitant est faible ce qui ne veut pas dire que les impôts sont faibles mais que ceux qui payent des impôts en paye plus que la moyenne.

Les dépenses sont stables, les recettes le sont aussi. Je vais me répéter mais on a un croisement très marqué entre la DSU et la DGF puisque l'un a perdu 37% pendant que l'autre a pris 86% et c'est la somme des deux qui permet la stabilité des recettes. Je persiste à dire que les bons résultats sont liés essentiellement à l'augmentation des impôts qui rapportent une recette de 1 000 000 € par an et aux produits exceptionnels.

**Jean-Pierre NAVARRO :** Ce CA découle de votre budget primitif auquel je me suis opposé car je n'ai pas pu avoir accès aux documents s'y rattachant donc il ne me reste plus qu'à

confirmer mon opposition en réitérant mon refus. Par contre, il va de soi que je soutiens mon vote aux budgets annexes.

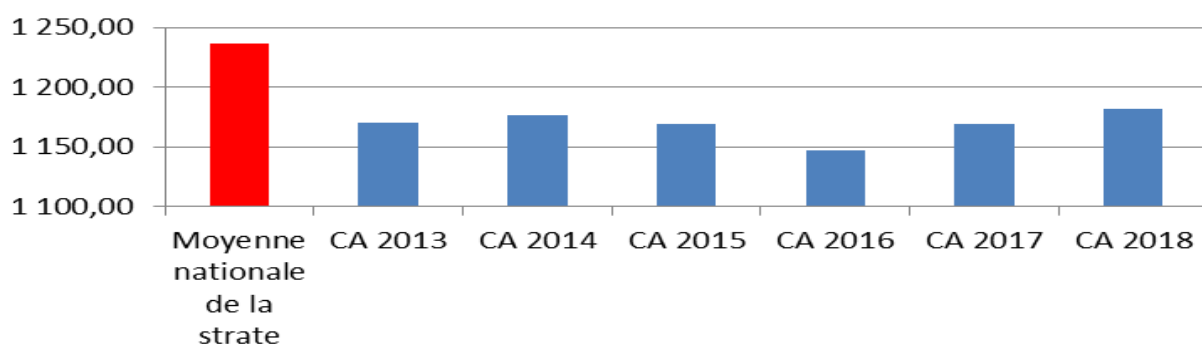
**Jean-Yves CHAPELET :** Je ne peux rien dans vos problèmes internes de groupe. Puisqu'il n'y a plus d'intervention je vais reprendre la parole. Je rappelle ce chiffre : 330 350 € d'économies de fonctionnement. Qu'est-ce que cela veut dire ? Qu'encore une fois cette année, nous avons fait une recherche permanente d'économies sur le personnel, le parc automobile, sur l'éclairage, etc. Ensuite, l'investissement, souvenez-vous lorsque nous avons voté le budget, je vous ai dit que ce serait le retour de l'investissement. L'investissement c'est le quotidien de nos administrés, l'enrobé des routes, l'accueil dans les écoles, les travaux, etc. Je suis fier d'annoncer un déficit d'investissement de 56 000 € car cela veut dire que nous avons fait plus de 100% de notre investissement prévu au budget. Nous avons retrouvé une vraie santé financière grâce aux hommes et aux femmes qui sont derrière pour faire fonctionner la machine, les élus, les fonctionnaires à qui j'ai demandé à chacun d'être très attentif dans l'investissement. Nous avons mis les conditions financières pour que l'investissement se fasse dans des conditions optimales. 3 700 000 € d'autofinancement, malgré toutes mes recherches sur les années antérieures, on n'a jamais vu ça. Mme PRAT ce n'est pas du pessimisme, c'est de la réalité. Aujourd'hui, c'est le budget de la maturité, notre stabilité financière est acquise et les banques recommencent à taper à notre porte.

Avant de voter les autres budgets, je vais prendre un peu de temps pour parler toujours de CA mais pour vous dire que c'est le dernier de notre mandature et il me semblait utile de faire un état des lieux. Un CA qu'est-ce que c'est ? C'est la réalité, le reflet de l'image de la commune. Ces comptes administratifs sont validés par l'État, ils ne sortent pas de mon chapeau. Mme PRAT, il ne s'agit pas d'être pessimiste comme on peut l'être dans l'opposition, il ne s'agit pas d'être optimiste comme on a pu me le reprocher quelquefois. Il s'agit de chiffres qui ont été validés, certifiés depuis 2013 au fil des budgets. Individuellement pris ils représentent une réalité. Je me suis amusé depuis 2013 à reprendre tous les ratios de la strate jusqu'à maintenant, il y en a 10 et je vais vous les commenter un par un sous forme de diaporama. Il s'agit bien des moyennes de la strate, il ne s'agit pas des grandes villes ni des petites villes. Il s'agit des villes qui sont comprises entre 10 000 et 20 000 habitants. Mme PRAT les chiffres sont ceux des grands livres. Les voici :

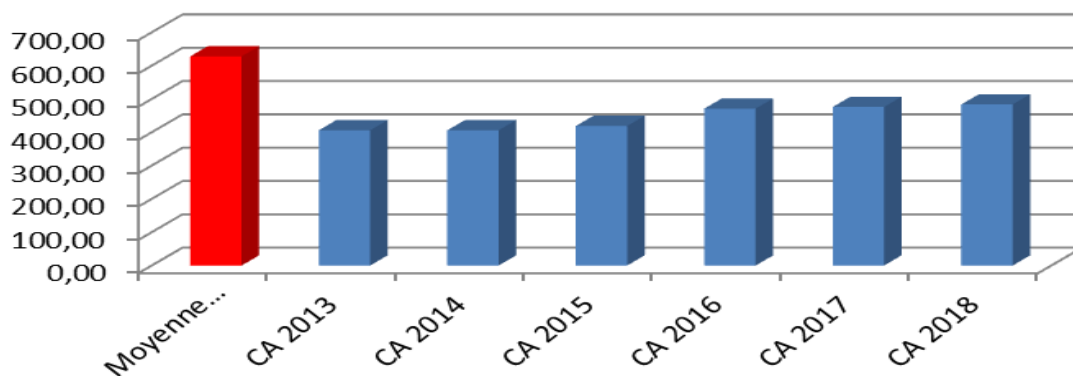
RATIOS		Moyenne nationale de la strate	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	1 237,00	1 170,00	1 176,00	1 169,00	1 147,00	1 169,32	1 181,93
2	Produit des impositions directes / population	628,00	406,00	406,00	419,00	471,00	476,11	483,64
3	Recettes réelles de fonctionnement / population	1 423,00	1 254,00	1 249,00	1 277,00	1 348,00	1 346,45	1 377,60
4	Dépenses d'équipement brut / population	253,00	207,00	140,00	71,00	65,00	161,72	246,77
5	Encours de dette / population	1 109,00	1 693,00	1 694,00	1 557,00	1 464,00	1 320,48	1 230,06
6	DGF / population	213,00	280,00	280,00	307,00	305,00	303,42	307,84
7	Dépenses de personnel	60,50	53,89	56,53	56,75	57,21	58,10	57,69

	/ dépenses réelles de fonctionnement							
<b>8</b>	Dépenses de fonctionnement + Dette en capital / recettes réelles de fonctionnement	<b>94,50</b>	102,63	104,23	102,10	95,68	90,87	96,17
<b>9</b>	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	<b>17,80</b>	16,54	11,20	5,56	4,83	11,18	17,91
<b>10</b>	Encours de dette / recettes réelles de fonctionnement	<b>77,90</b>	134,94	130,26	121,92	108,66	91,27	89,29

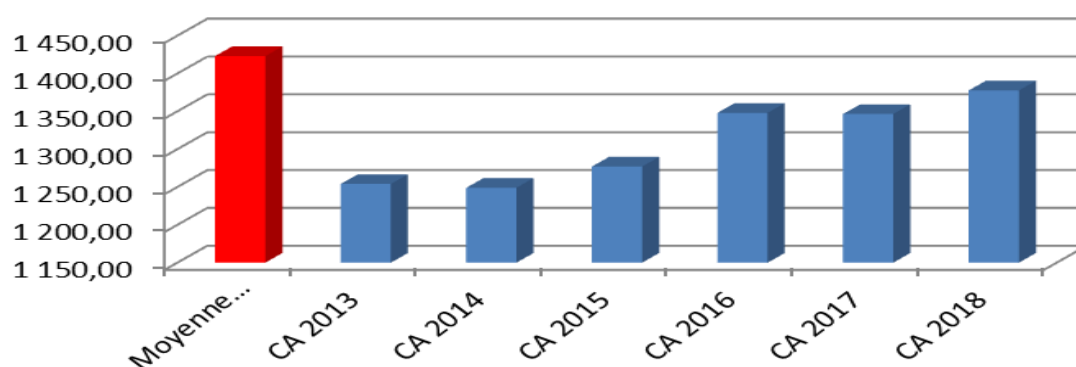
## 1 - Dépenses réelles de fonctionnement / population



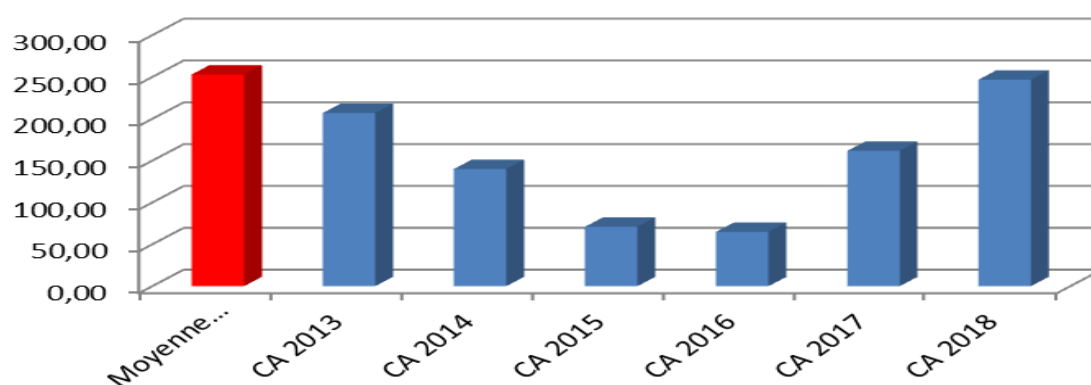
## 2 - Produit des impositions directes / population



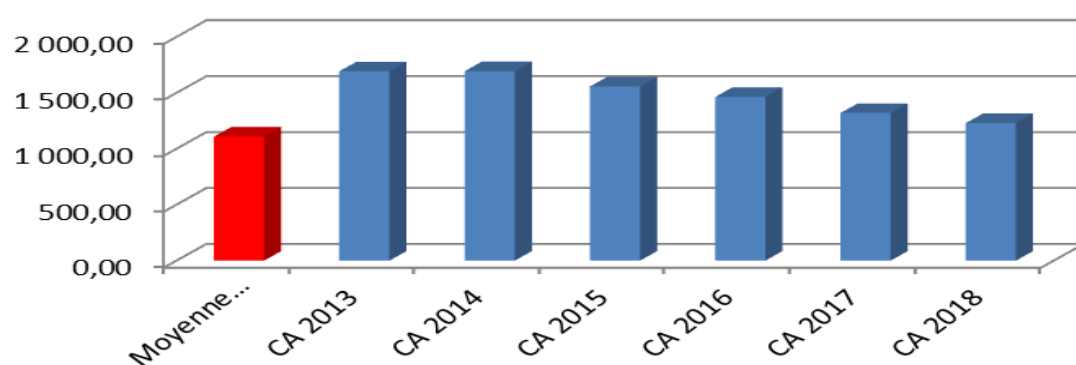
### 3 - Recettes réelles de fonctionnement / population



### 4 - Dépenses d'équipement brut / population

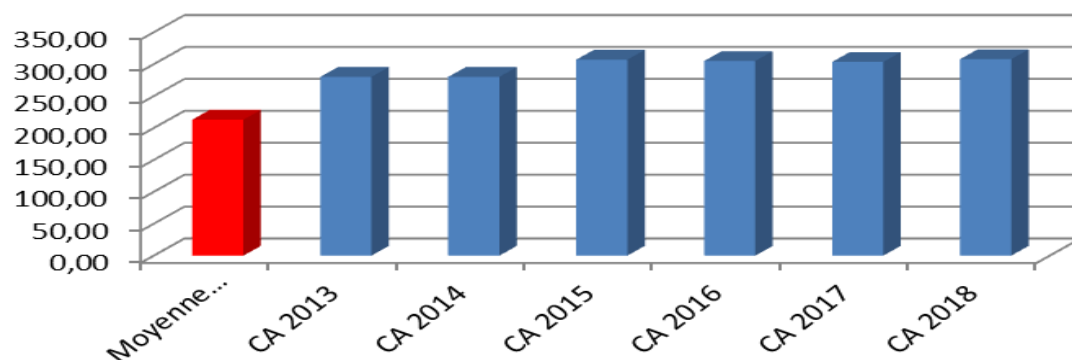


### 5 - Encours de dette / population

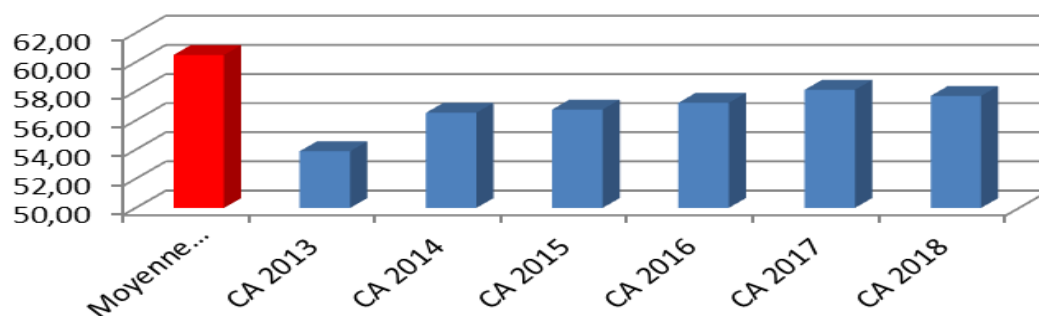




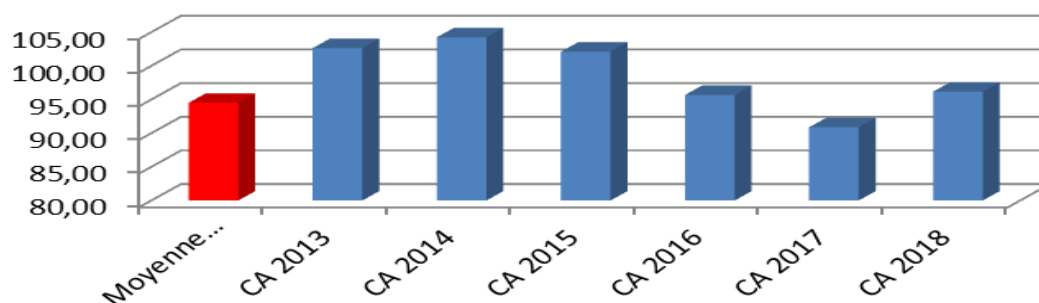
## 6 - DGF + DSU / population



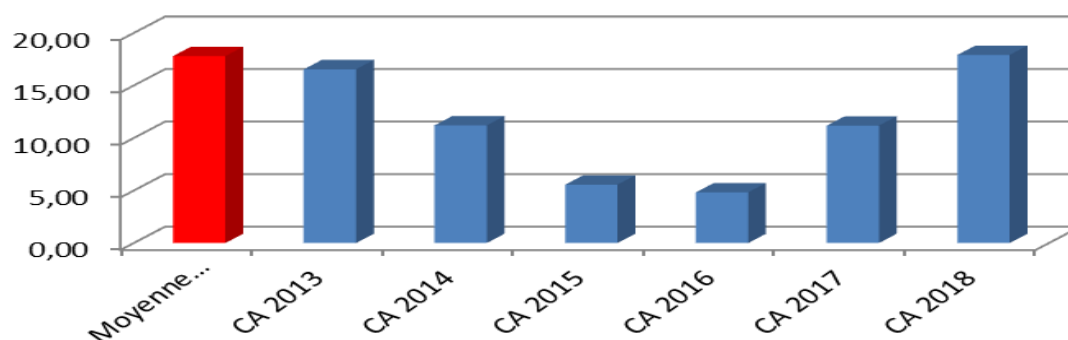
## 7 - Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement



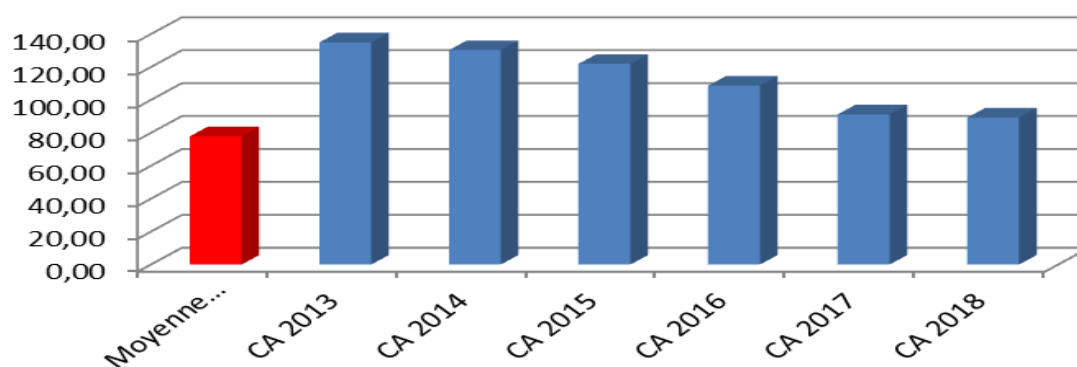
### 8 - Dépenses de fonctionnement + Dette en capital / recettes réelles de fonctionnement



### 9 - Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement



### 10 - Encours de dette / recettes réelles de fonctionnement



Je voulais vous présenter ces chiffres parce qu'ils sont importants en termes d'image de la ville. Nous sommes rentrés dans un processus vertueux, ce n'est ni du pessimisme ni de l'optimisme, ce sont juste des chiffres un peu rébarbatifs, soit, mais qui ne mentent pas. Dernière chose, aujourd'hui, sur les dotations de la DGF et de la DSU que nous avons reçues, nous sommes à plus de 60 000 €.

**Serge ROUQUAIROL :** Il est à noter quand même que la tendance actuelle au niveau des financements par l'État est d'augmenter la part DSU et de stabiliser voire diminuer la part DGF. C'est ce qui personnellement, non pas m'inquiète mais c'est ce à quoi nous devons être très attentifs parce que les conditions dans lesquelles nous bénéficions de la DSU sont extrêmement encadrées et elles peuvent à un moment donné ou à un autre nous échapper. C'est le seul commentaire que je voulais faire parce que je l'avais senti venir. Pour mémoire, c'est une conversation que j'ai eue avec le Préfet l'année des inondations ou on parlait d'évaluation de la population à laquelle Claudine PRAT a fait allusion et il me disait « Oui vous êtes à plus de 20 000 habitants réels de fait mais vous ne serez jamais à 20 000 car c'est un seuil à partir duquel la DGF serait plus importante ». C'est quand même une réalité de la volonté de l'État d'économiser, ce qui n'est pas du tout un défaut ou une faiblesse, en termes de soutien aux collectivités locales, je dirai presque sans condition, de manière presque automatique en fonction de la population comme critère exclusif. Les critères de la DSU eux sont plus pointus et plus risqués ce qui amène à plus de vigilance.

**Jean-Yves CHAPELET :** Et surtout ils nous sont extrêmement favorables. Quand le Préfet, vous dit vous êtes supérieur à 20 000 habitants c'est qu'il reconnaît les charges de centralité de notre ville.

**Jean-Pierre NAVARRO :** Je vous remercie car vous m'avez donné une petite partie des renseignements après lesquels vous me faites courir depuis des années. J'aimerais bien les avoir un peu avant le Conseil pour pouvoir les étudier, les intégrer voire les contrôler car c'est mon rôle.

**Jean-Yves CHAPELET :** Je vous le redis, réglez vos problèmes dans votre famille politique. Si vous n'avez pas accès au Grand Livre ce n'est pas mon problème. Nous le transmettons à vous de le récupérer. Après vous faites partie de la Commission des moyens généraux où tout est ouvert, tout est transparent. Sachez que ces chiffres sont accessibles à tout le monde sur le site de la DGFIP.

**Michel CEGIELSKI :** J'en reviens aux budgets annexes : budget assainissement un excédent de 194 760 €, budget eau un excédent de 89 730 €, budget caisse des écoles un excédent de 11 073 €, budget zone de Berret un déficit de 119 406 €, budget Bagnols-Lussan il présente un résultat équilibré à zéro.

**Claudine PRAT :** Je vois sur le budget assainissement un déficit de fonctionnement de 385 745 €, savez-vous à quoi il est dû ?

**Jean-Yves CHAPELET :** Je vous explique : lorsque la station d'épuration a été réalisée, le percepteur de l'époque a imputé notre participation en fonctionnement alors que c'était des travaux financés par emprunt, donc prévus en investissement, donc on a un déficit

chronique depuis des années en fonctionnement et un excédent en investissement. Ce déficit diminue d'année en année malgré une structure de CA inversée, encore deux ou trois années et nous serons à l'équilibre.

S'il n'y a pas d'autres interventions, nous allons procéder au vote du CA. Je laisse la parole à M. RIEU et je quitte la salle.

**Le maire ne participe pas au vote.**

**Denis RIEU : Budget principal : adopté à la majorité – 6 oppositions** (JP NAVARRO, M. AYMERIC procuration à JP NAVARRO, S. ROUQUAIROL, C. PRAT, Y. ORTIZ, Ch. ROUX) – **1 abstention** (Cl. ROUX)

**Budget assainissement : adopté à l'unanimité**

**Budget eau : adopté à l'unanimité**

**Budget Zone de Berret : adopté à l'unanimité**

**Budget de la caisse des écoles : adopté à l'unanimité**

**Budget de liquidation du SIE Bagnols-Lussan : adopté à l'unanimité**

Question n° : **04**

Rapporteur : **M. CEGIELSKI**

Objet : **Affectation des résultats 2018**

#### **1/Note synthétique de présentation :**

En application des instructions comptables M14 et M49, il appartient au Conseil municipal d'affecter l'excédent de la section d'exploitation constaté au dernier Compte administratif.

L'affectation vise à réaliser effectivement l'autofinancement prévu, en inscrivant en réserves le montant nécessaire à la couverture des besoins de financement de la section d'investissement.

Le Compte administratif venant d'être approuvé, il est proposé d'affecter les résultats 2018 de la façon suivante :

#### **Budget Principal**

Excédent de fonctionnement

3.752.717,64 euros

	Couverture du déficit d'investissement	3.422.367,35 e
Solde = Dépenses nouvelles de fonctionnement	330.350,29 euros	
<b>Budget Assainissement</b>		
Excédent d'investissement	580.506,25 euros	
Couverture du déficit de fonctionnement	385.745,84 euros	
Solde = Dépenses nouvelles d'investissement	194.760,41 euros	
<b>Budget Eau</b>		
Excédent de fonctionnement	155.920,67 euros	
	Couverture du déficit d'investissement	66.189,74 euro
Solde = Dépenses nouvelles de fonctionnement	89.730,93 euros	
<b>Budget Caisse des Ecoles</b>		
Excédent de fonctionnement	8.391,96 euros	
Dépenses nouvelles de fonctionnement	8.391,96 euros	
	Excédent d'investissement	2.681,17 euros
Dépenses nouvelles d'investissement	2.681,17 euros	
<b>Budget zone de Berret</b>		
Déficit d'investissement	119.756,22 euros	
	Couverture du déficit d'investissement	350,00 euros
Recettes nouvelles d'investissement	119.406,22 euros	

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 3 avril 2019.

**Jean-Pierre NAVARRO :** Pour l'affectation des résultats concernant le budget principal je maintiendrai mon opposition. Pour les autres budgets vous aurez mon soutien.

**Jean-Yves CHAPELET :** Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.  
Y-a-t-il des oppositions ? Non ? Des abstentions ? **1 abstention** (JP NAVARRO)

**La question n° 4 est adoptée à l'unanimité.**

**Jean-Yves CHAPELET :** Mme Graziano devant nous quitter, si vous le voulez bien, nous allons passer directement à la question n° 17 et ensuite nous reviendrons à la question n° 5.

Question n° : **17**

Rapporteur : **M. GRAZIANO-BAYLE**

Objet : **Délégation du service public d'eau potable et procédure d'organisation de la consultation**

### **1/Note synthétique de présentation :**

La Commune a confié à un prestataire via un contrat de délégation de service par affermage le service public de l'eau potable depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007 pour une durée de 12 ans.

Le terme de l'actuelle convention de gestion déléguée du service public d'eau potable, tel qu'il résulte du dernier avenant conclu, est fixé au 31 décembre 2019.

Il est envisagé le renouvellement de la gestion du service public d'alimentation et de distribution d'eau potable sur le territoire de la commune sous forme de délégation de service public.

En vertu de l'article L.1411.4 du Code général des collectivités territoriales, les assemblées délibérantes des collectivités territoriales, de leurs groupements et de leurs établissements publics se prononcent sur le principe de toute délégation de service public local après avoir recueilli l'avis de la Commission consultative des services publics locaux prévue à l'article L. 1413-1. Elles statuent au vu d'un rapport présentant le document contenant les caractéristiques des prestations que doit assurer le délégataire.

La Commission consultative des services publics locaux a rendu un avis favorable le 2 avril 2019.

Après approbation par le Conseil municipal du principe de la délégation du service public de l'eau potable, le Conseil municipal doit :

- se prononcer sur les aspects essentiels de l'organisation de la consultation dans les conditions précisées au rapport de Monsieur Le Maire,
- autoriser Monsieur le Maire à engager la procédure de mise en concurrence dans les conditions et modalités qui viennent d'être définies et sur la base des documents qui viennent d'être validés.

Question présentée à la Commission urbanisme, travaux, environnement et à la Commission des moyens généraux du 3 avril 2019.

**Claudine PRAT :** Pour aller dans le sens des économies de dépenses de fonctionnement est-ce que les annexes qui sont très volumineuses ne pourraient pas nous être adressées par mail ?

**Jean-Yves CHAPELET :** Je partage votre point de vue et nous allons essayer de faire des efforts. Nous vous avons adressé il y a quelques temps une demande d'autorisation de dématérialisation. Faites-nous en retour pour qu'on puisse la mettre en œuvre.

Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non ? Des abstentions ? Non.

**La question n° 17 est adoptée à l'unanimité.**

Question n°: **05**

Rapporteur : **C. SUAU**

Objet : **Subventions de fonctionnement aux associations pour l'année 2019**

**1/Note synthétique de présentation :**

Dans le cadre du BP 2019, une somme de 275 000 € a été votée pour l'attribution des subventions de fonctionnement aux associations.

Il est proposé la répartition suivante :

- Secteur sportif	187.570 Euros
- Secteur social	16.790 Euros
- Secteur culturel	14.350 Euros
- Secteur scolaire	2.780 Euros
- Associations patriotiques	1.260 Euros
- Subventions soumises à action	50.625 Euros
- Divers	100 Euros
- Crédits non affectés	1.525 Euros

Question présentée à la Commission éducation, sport et culture et à la Commission des moyens généraux du 3 avril 2019.

**Serge ROUQUAIROL :** Ma première observation sera de dire que le travail est fait avec clarté et qu'il y a deux façons de lire le texte. Quand on perçoit un zéro c'est que la subvention disparaît pour une raison X ou Y que l'on peut nous expliquer sur questionnement et quand il y a une ligne vide c'est que la lourdeur administrative de l'établissement des documents a fait que l'association n'a pas encore déposé la demande de subvention mais la somme est en réserve. C'est très clair. Je profiterai de l'occasion pour rendre hommage à quelqu'un qui nous a quittés récemment et qui était très impliqué dans les associations et dans une des associations phares de Bagnols et qui était un ancien employé municipal, M. Serge Deleuze. C'était un ami, quelqu'un que j'appréciais beaucoup et je voulais lui rendre hommage à l'occasion de cette réflexion sur les associations.

**Jean-Yves CHAPELET :** Je m'associe à votre hommage.

**Claudine PRAT :** J'ai une observation sur la subvention qui est versée au FCBP. Est-ce qu'il y a possibilité de transmettre aux dirigeants et aux encadrants la mauvaise image de Bagnols dans les tournois de foot lors des déplacements à l'extérieur. Malheureusement, les incivilités ou les réactions des jeunes joueurs Bagnolais sont très mal perçues dans les villages.

**Jean-Yves CHAPELET :** Vous avez des matchs aller et des matchs retour et je ne sais pas pourquoi sur les matchs retour j'entends le même discours. Il faut rester très modéré sur ces propos car on les entend pour le rugby, pour le hand et autres. Ce sont des on-dit. Sur le FCBP je voulais rendre hommage à tous les bénévoles qui encadrent environ 300 jeunes. C'est certainement le club qui fait le plus d'inscriptions et d'actions auprès des jeunes joueurs. Il participe aux animations d'été, au « Pass-Loisirs », il organise des tournois autour du City Parc. C'est aussi un club d'éducation.

**Catherine EYSSERIC :** Je ne manque pas une occasion de dire que le foot fédère, ce sont des clubs avec énormément d'adhérents. A Bagnols, ils font beaucoup d'efforts pour s'investir dans la cité, il est un vecteur social et un ambassadeur du territoire. Nous avons quand même deux joueurs de foot qui sont issus des bancs bagnolais et qui brillent en dehors de nos frontières, Boutaïb qui a eu un succès en équipe nationale et notamment la presse se faisait l'écho d'un jeune bagnolais qui brille dans la coupe Gambardella. Je crois qu'il faut être fier du foot bagnolais même si de temps en temps on entend des mauvais échos.

**Jean-Pierre NAVARRO :** J'ai eu l'occasion d'être accueilli dans une association solidaire qui s'appelle « Mosaïque en Cèze » avec une qualité d'accueil et du service rendu exceptionnel et je ne la trouve pas dans votre liste.

**Jean-Yves CHAPELET :** C'est une association qui est très liée à la Mairie avec laquelle nous passons des conventions dans le cadre de partenariat sous forme de délibérations spécifiques. Je ne sais pas si vous l'avez remarqué mais nous avons intégré à ce tableau les subventions soumises à action et si par hasard les actions ne devaient pas avoir lieu, les subventions ne seraient pas versées bien entendu mais cela nous permet d'alléger le nombre de questions en Conseil municipal.

Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non ? Des abstentions ? Non.

**La question n° 5 est adoptée à l'unanimité.**

Question n° : **06**

Rapporteur : **E. CREPIEUX**

Objet : **Régime Indemnitare tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) : modification**

### **1/Note synthétique de présentation :**

Il s'agit de modifier la délibération n° 101/2018 du 24 novembre 2018 concernant la mise en place du nouveau régime indemnitaire dénommé « RIFSEEP » pour intégrer le grade



d'attaché de conservation du patrimoine, Catégorie A, afin de tenir compte de la nomination d'un agent à ce grade au 1<sup>er</sup> février 2019.

Il est proposé de reprendre une nouvelle délibération dans les mêmes termes et en tenant compte de cette modification.

Question présentée au Comité Technique du 14 novembre 2018 et à la Commission des moyens généraux du 3 avril 2019.

**Jean-Yves CHAPELET** : Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non ? Des abstentions ? Non.

**La question n° 6 est adoptée à l'unanimité.**

Question n° : **07**

Rapporteur : **E. CREPIEUX**

Objet : **Création d'un poste de chargé de mission « Bâtiments »**

**1/Note synthétique de présentation :**

Compte tenu de l'augmentation des tâches et missions confiées au service « Bâtiments et Energie » des services techniques mutualisés avec la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien et en raison des délais courts accordés pour mener à bien certains projets globaux affectant le patrimoine bâti, il est proposé de créer un poste de chargé de mission « Bâtiments » portant sur la mise en œuvre des AD'AP.

En effet, l'agenda d'accessibilité programmée nécessite de travailler sur l'ensemble des locaux suivant un échancier qui s'étalera sur plusieurs années.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 3 avril 2019.

**Christian ROUX** : Pourquoi n'avez-vous pas internalisé ce poste ? Pourquoi l'avoir donné à l'extérieur ?

**Jean-Yves CHAPELET** : Je reprends votre formulation ce n'est pas donné à l'extérieur. On recrute une personne sur une mission ponctuelle dans la Mairie ce n'est pas une mission que l'on externalise. Nous avons fait la même chose pour l'ANRU. Là, il s'agit de répondre à une charge de travail importante dans un délai déterminé dans le cadre du programme AD'AP.

Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non ? Des abstentions ? Non.

**La question n° 7 est adoptée à l'unanimité.**

Question n° : **08**

Rapporteur : **R. MASSE**

**Objet : Association « Harmonie Les Inséparables » : attribution d'une subvention**

**1/Note synthétique de présentation :**

A l'occasion de l'inauguration du Monument aux Morts dans son nouvel emplacement, Place Urbain-Richard, qui s'est déroulé le 16 mars dernier, l'association « Harmonie Les Inséparables » a été invitée à se produire pour interpréter des œuvres musicales adaptées à la cérémonie.

L'association sollicite de la Ville de Bagnols-sur-Cèze une subvention pour les frais occasionnés lors des nombreuses répétitions et l'aide à l'achat de nouvelles partitions.

Il est proposé d'attribuer une subvention de 300 € à l'association « Harmonie les Inséparables ».

Question présentée à la Commission éducation, sport et culture et à la Commission des moyens généraux du 3 avril 2019.

**Jean-Yves CHAPELET :** Mes amitiés aux Inséparables pour cette magnifique prestation avec en plus la venue de la Secrétaire d'État et je vous transmets à titre officiel tous ses remerciements pour l'organisation de cette cérémonie. Donc, merci pour tout le travail effectué.

**Raymond MASSE :** Je voudrais rajouter que le 28 avril, pour la cérémonie en honneur aux déportés, la musique sera jouée par deux artistes du Conservatoire de musique.

**Jean-Yves CHAPELET :** Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.  
Y-a-t-il des oppositions ? Non ? Des abstentions ? Non.

**La question n° 8 est adoptée à l'unanimité.**

Question n° : **09**

Rapporteur : **G. COURBEY**

Objet : **Convention FISAC (Fonds d'Intervention pour les Services, l'Artisanat et le Commerce) – Demande de subvention auprès de l'État.**

**1/Note synthétique de présentation :**

A la suite d'un appel à projets, le Ministère en charge du commerce et de l'artisanat par décision n° 18-0228 en date du 31 décembre 2018 a attribué à la commune au titre du FISAC (Fonds d'Intervention pour les Services, l'Artisanat et le Commerce) une subvention pour le financement d'une opération collective en milieu urbain dans le but de revitaliser le tissu commercial et artisanal.

Les principaux axes de cette opération sont les suivants :

- renforcer la qualité, la diversité et l'attractivité des commerces,
- lutter contre la vacance commerciale du centre-ville,
- améliorer la visibilité, la desserte et l'accessibilité des commerces,
- développer les compétences et les performances des commerçants/artisans par leur professionnalisation et l'innovation via le numérique,
- créer à l'initiative de l'UCIA (Union Commerciale Industrielle et Artisanale) un événementiel générateur de flux commerciaux, en particulier lors des fêtes de Noël,
- renforcer le rôle du commerce en tant qu'acteur de proximité offrant un service indispensable à la population résidente de la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien.

Le montant global de la subvention s'élève à 81 300,00 € H.T et sera versée selon les modalités suivantes :

- en fonctionnement : une subvention de 43 800,00 € calculée sur la base d'une dépense subventionnable de 146 000,00 €,
- en investissement : une subvention de 37 500,00 € calculée sur la base d'une dépense subventionnable de 187 500,00 €.

A ce titre, la commune qui souhaite renforcer le rôle du commerce en tant qu'acteur de proximité sollicite auprès de l'État une aide financière au titre du FISAC et autorise Monsieur le Maire à signer la convention relative à cette opération.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 3 avril 2019.

**Christian ROUX :** Je vais faire un petit commentaire par rapport aux actions FISAC mais aussi aux actions « Cœur de Ville ». Je vais regrouper mon commentaire puisque ça va dans le même sens. Vous êtes en poste depuis 2008 et je trouve dommage que vous ayez attendu toutes ces opérations pour vous préoccuper du développement économique de la ville et plus précisément du commerce du centre-ville. De plus, je suis un peu inquiet du fait que vous ne preniez pas en compte dans votre programme de réhabilitation le secteur du boulevard Lacombe et l'avenue Paul-Langevin. Il suffit de traverser cette avenue à 18 h 30 et vous vous apercevez que vous êtes dans un désert, tous les rideaux sont tirés et je suis donc

très inquiet par rapport à la revitalisation du commerce de centre-ville. Tout à l'heure vous l'avez dit, il y a la réalité des chiffres mais il y a aussi la réalité du terrain. Dernier point sur lequel je voudrais insister, si effectivement il est important de revitaliser le centre-ville quand on regarde les projets qui sont en cours, notamment les projets de grandes surfaces à l'extérieur de la ville, je pense qu'il est important de mener une analyse et de voir les compromis qui sont possibles entre le commerce de centre-ville et le développement des commerces de grandes surfaces sur les extérieurs de la ville.

**Jean-Pierre NAVARRO :** J'abonde dans le sens de M. ROUX pour une fois. Si cette initiative pouvait contribuer à faire revivre un tant soit peu notre désolant centre-ville, j'en serai très heureux.

**Jean-Yves CHAPELET :** Tout d'abord qu'on ne se soit pas inquiété du centre-ville depuis 2008 c'est faux. J'en veux pour preuve toutes les délibérations que nous avons votées ensemble, sur le FISAC, l'aide aux loyers, sur le recrutement de personnels sur l'opération « Cœur de Ville ». Je comprends que la campagne électorale approche et je suis content de vous entendre attaquer le sujet maintenant mais je pense que nous n'avons pas à rougir de ce qui a été fait. Quant à la réalité du terrain, croyez-moi je la connais. Sur le FISAC, je ne suis pas un spécialiste du commerce, je n'ai aucune influence, le FISAC c'est la CCI, la CAM, les commerçants, le Préfet, ce sont des décisions prises en commun sur lesquelles on s'est mis d'accord sous forme de fiches actions. Ces fiches correspondent à l'attente de ceux qui travaillent sur ce territoire mais la loi fait que le FISAC n'englobe pas toute la ville, il n'englobe que des rues désignées de façon très marquée sur lesquelles on se met d'accord avec les commerçants. Sur le commerce extérieur, là-aussi les on-dit vont bon train car à ma connaissance je n'ai aucun dossier. Ce que vous appelez des grandes surfaces ne sont en fait que des moyennes surfaces et elles ne sont pas à l'extérieur de la ville, nous ne sommes pas à Montpellier ou à Avignon, elles touchent la ville que ce soit Intermarché, Weldom ou Leader Price. Nous ne sommes pas dans la problématique de Montpellier ou d'Avignon, il faut modérer vos propos, nous sommes plutôt sur des moyennes surfaces, je ne les défends pas je dis juste la réalité, il faut faire attention que lorsque l'on s'accapare des discours généralistes ils s'adaptent bien au terrain. Il y a peut-être des projets qui circulent mais personne n'est venu me voir. Je vous vois sourire M. Navarro mais encore une fois c'est comme les chiffres, ils ne mentent pas.

**Serge ROUQUAIROL :** Je me souviens même qu'à l'occasion d'une précédente discussion sur ce sujet de la revitalisation du commerce du centre-ville, nous avons fait la proposition d'un remembrement commercial. Je voudrais savoir ce qu'il en est de cette idée parce que je me suis renseigné sur la question à travers des connaissances personnelles et j'ai découvert que dans des villes de notre dimension on n'en était même arrivé par délibération du Conseil municipal à une espèce de surtaxation des locaux commerciaux inoccupés en centre-ville exactement comme il peut y avoir une politique menée par l'État en matière de logements vacants et on rentre dans un cercle vertueux au bout de très peu de temps. Je voudrais savoir aussi bien sur ce plan-là que sur le remembrement commercial quelles sont les avancées ?

**Jean-Yves CHAPELET :** Les délibérations qui suivent sont des demandes de subventions dans le cadre de l'action « Cœur de Ville » dont une traite de l'OPAH et l'autre du diagnostic et

dans le diagnostic vous avez plusieurs items dont le remembrement commercial et la possibilité de l'acuité des commerces. Je salue la présence de notre chef de projet du « Cœur de Ville », M. Olivier Allemand qui travaille sur le sujet. Cette semaine j'ai eu la présentation des offres côté OPAH et la semaine prochaine j'ai le côté commerce et urbanisme qui sont le retour des appels d'offres. Sur la surtaxation des locaux vacants, la CCI, la CAM, les commerçants et autres partenaires, notre première problématique est la surface des locaux. Certaines marques voudraient s'installer mais nous n'avons à leur proposer que des 200 m<sup>2</sup> ou des 300 m<sup>2</sup> ce n'est pas suffisant. Donc, il va falloir trouver des solutions pour trouver des surfaces plus importantes et passer ainsi ce cap.

Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non ? Des abstentions ? Non.

**La question n° 9 est adoptée à l'unanimité.**

Je vais faire une synthèse des questions qui suivent sur l'opération « Cœur de Ville » car on va passer plusieurs délibérations dans les Conseils qui vont venir. L'opération « Cœur de Ville » est un dispositif très particulier qui intègre à la fois le côté demande de subvention pour les réalisations comme l'aménagement de la place Jean-Jaurès et le côté analyse. Sur le côté analyse vous avez deux volets, l'ANAH avec l'OPAH et le volet diagnostic-urbanisme et on se débrouille pour que le côté diagnostic colle le plus possible aux opérations.

Question n° : **10**

Rapporteur : **J-Y CHAPELET**

**Objet : Action « Cœur de Ville » : demande de subvention auprès de l'ANAH pour le financement du poste de Chef de projet – 2018/2019**

### **1/Note synthétique de présentation :**

La ville de Bagnols-sur-Cèze a été désignée pour intégrer le dispositif « Action Cœur de Ville » initié en avril 2018, au même titre que 222 villes moyennes françaises.

Ce dispositif « Action Cœur de Ville » se concrétise par une convention-cadre pluriannuelle qui engage les différents acteurs locaux et l'État pour une durée de 5 ans autour d'un programme d'actions global visant à améliorer l'attractivité de la ville centre.

Le dispositif « Action Cœur de Ville » prévoit de traiter de manière intégrée 5 axes :

- Axe 1 - De la réhabilitation à la restructuration : vers une offre attractive de l'habitat en centre-ville.
- Axe 2 - Favoriser un développement économique et commercial équilibré.
- Axe 3 - Développer l'accessibilité, la mobilité et les connexions.

- Axe 4 - Mettre en valeur les formes urbaines, l'espace public et le patrimoine.
- Axe 5 - Fournir l'accès aux équipements, services publics, à l'offre culturelle et de loisirs.

Considérant le recrutement du chef de projet de l'Action Cœur de Ville à plein temps au sein de la collectivité, maître d'ouvrage du programme « Action Cœur de Ville », dont les missions principales sont :

- mettre en œuvre et suivre les partenariats financiers,
- mobiliser et animer l'ensemble des partenaires opérationnels et des intervenants de l'opération,
- élaborer une stratégie de concertation avec les habitants et de la mettre en œuvre,
- élaborer une stratégie de communication et de valorisation du programme et de ses réalisations,
- assurer une fonction d'appui et de conseil auprès des instances décisionnelles du maître d'ouvrage,
- assurer le suivi et le bilan du programme et d'organiser l'évaluation du programme.

Les conditions de financement du poste du chef de projet « Action Cœur de Ville » par l'ANAH sont à hauteur de 50%.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 3 avril 2019.

**Jean-Yves CHAPELET :** Je rappelle que ce poste de chef de projets est financé à 50% par l'État et 50% par la commune, qu'il est intégré à la direction que nous avons créée, c'est-à-dire la direction des Grands Projets Urbains et qu'elle est composée de 6 personnes. Il est en charge de l'OPAH, c'est-à-dire de toute la partie réhabilitation des logements.

Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non ? Des abstentions ? Non.

**La question n° 10 est adoptée à l'unanimité.**

Question n° : **11**

Rapporteur : **J-Y CHAPELET**

**Objet : Action « Cœur de Ville » : demande de subvention auprès de la Banque des Territoires pour une étude urbaine globale**

### **1/Note synthétique de présentation :**

La ville de Bagnols-sur-Cèze a été désignée pour intégrer le dispositif « Action Cœur de Ville » initié en avril 2018, au même titre que 222 villes moyennes françaises.

Pour mener à bien ce programme et ses enjeux stratégiques, une étude urbaine globale a fait l'objet d'un appel d'offres.

Cette étude urbaine couvre les cinq axes du dispositif « Action cœur de Ville » en proposant une appréhension systémique de la situation du cœur d'agglomération :

- Axe 1 – De la réhabilitation à la restructuration : vers une offre attractive de l'habitat en centre-ville.
- Axe 2 – Favoriser un développement économique et commercial équilibré.
- Axe 3 – Développer l'accessibilité, la mobilité et les connexions.
- Axe 4 – Mettre en valeur les formes urbaines, l'espace public et le patrimoine.
- Axe 5 – Fournir l'accès aux équipements et services publics.

Les objectifs poursuivis par l'étude Urbaine :

- réaliser le diagnostic transversal et partagé du périmètre opérationnel,
- proposer des scénarii (au moins 2) réalistes et cohérents pour un développement harmonieux de la ville,
- proposer un plan d'actions détaillé et d'accompagner la ville et ses partenaires dans la construction d'une vision partagée de centre-ville.

Cette étude se déroulera en 2 phases :

- Phase 1 : Analyse et Diagnostic de l'existant
- Phase 2 :
  - Conception d'un scénario stratégique de dynamisation du cœur de ville
  - Stabilisation d'un plan guide, estimation des coûts et phasage

Les conditions de financement de l'étude urbaine sont fixées à l'issue de la consultation par la Banque des Territoires à hauteur de 50%.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 3 avril 2019.

**Jean-Yves CHAPELET** : Il s'agit de la 2<sup>ème</sup> partie de l'action « Cœur de Ville », le volet sur l'étude urbaine qui elle est financée à 50% par la Banque des Territoires et 50% par la commune. L'ouverture des plis a été faite, nous sommes en cours d'analyse de toutes les offres.

Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non ? Des abstentions ? Non.

**La question n° 11 est adoptée à l'unanimité.**

Question n° : **12**

Rapporteur : **J-Y CHAPELET**

**Objet : « Action Cœur de Ville » : demande de subvention auprès de l'ANAH et de la Banque des Territoires pour une étude pré-opérationnelle d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat-Rénovation Urbaine**

### **1/Note synthétique de présentation :**

La ville de Bagnols-sur-Cèze a été désignée pour intégrer le dispositif « Action Cœur de Ville » initié en avril 2018, au même titre que 222 villes moyennes françaises.

Pour mener à bien ce programme et ses enjeux stratégiques, une étude pré-opérationnelle d'OPAH-RU a fait l'objet d'un appel d'offres.

L'étude pré-opérationnelle s'attachera à synthétiser et à approfondir les éléments de diagnostic apportés par les études menées par la Collectivité et ses partenaires afin de dresser :

- un périmètre opérationnel,
- des objectifs quantitatifs et qualitatifs notamment en termes de réhabilitation, de rénovation énergétique, de lutte contre l'habitat indigne et d'adaptation des logements en faveur de l'autonomie,
- la liste des îlots qui feront l'objet d'un recyclage foncier en RHI/THIRORI,
- la stratégie d'intervention,
- des montages financiers et des actions susceptibles de faire l'objet d'engagements contractuels entre la collectivité, l'État et l'ANAH au titre de l'OPAH RU.

Les objectifs poursuivis par l'OPAH :

- traitement de l'habitat indigne voire insalubre avec instauration d'un dispositif incitatif et d'aides adaptées,
- réhabilitation du parc privé dégradé à l'initiative des bailleurs privés dans le cadre d'opérations à loyers maîtrisés,
- recyclage des espaces vacants au-dessus des commerces,
- réhabilitation du parc privé dégradé à l'initiative des propriétaires occupants dont la réalisation de travaux d'adaptation au handicap ou au vieillissement, ou encore les travaux d'économies d'énergie,
- prise en compte des travaux de rénovation thermique dans tous les programmes de travaux et de préservation du patrimoine.

Ces actions participent au projet global de redynamisation du cœur de ville qui comprend par ailleurs la mise en œuvre d'outils visant :

- la valorisation du patrimoine architectural par la mise en œuvre de campagnes de ravalement de façades comme stipulée dans le FISAC,
- couplé à la campagne de ravalements, la mise en œuvre d'aides à la restauration des devantures commerciales y compris la valorisation de l'appareil commercial à travers la mise en œuvre du FISAC : actions de communication et d'animation, accompagnement à l'installation des porteurs de projet.



Pour la réalisation de la présente mission, a été fixée une durée maximale de 9 mois.

- Phase 1 : Diagnostic
- Phase 2 : Test : analyses approfondies d'un échantillon d'immeubles ou de logements
- Phase 3 : Calibrage de l'opération : Programmation et action et élaboration de la convention d'OPAH

Les conditions de financement de l'étude pré-opérationnelle d'OPAH-RU à l'issue de la consultation sont à hauteur de 50% par l'ANAH et de 30% par la Banque des Territoires.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 3 avril 2019.

Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non ? Des abstentions ? Non.

**La question n° 12 est adoptée à l'unanimité.**

Question n° : **13**

Rapporteur : **J-Y CHAPELET**

**Objet : « Action Cœur de Ville » : demande de subvention auprès de l'État pour la réfection de la Rue des Remparts du Collège**

### **1/Note synthétique de présentation :**

La ville de Bagnols-sur-Cèze a été désignée pour intégrer le dispositif « Action Cœur de Ville » initié en avril 2018, au même titre que 222 villes moyennes françaises.

Le dispositif « Action Cœur de Ville » couvre 5 axes en proposant une appréhension systémique de la situation du cœur d'agglomération :

- Axe 1 – De la réhabilitation à la restructuration : vers une offre attractive de l'habitat en centre-ville.
- Axe 2 – Favoriser un développement économique et commercial équilibré.
- Axe 3 – Développer l'accessibilité, la mobilité et les connexions.
- Axe 4 – Mettre en valeur les formes urbaines, l'espace public et le patrimoine.
- Axe 5 – Fournir l'accès aux équipements et services publics.

Deux consultations sont en cours une pour une étude globale sur les 5 axes proposés et une autre pour une étude pré-opérationnelle d'OPAH-RU (Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat – Rénovation Urbaine) sur le centre ancien notamment.

Des actions matures ont été anticipées par la commune avant que le projet « Action Cœur de Ville » ne voit le jour. Ces actions peuvent aujourd'hui intégrer ce nouveau dispositif.

Il s'agit, dans un premier temps, de requalifier des espaces publics et d'offrir un cadre de vie satisfaisant pour la population, garantir la sécurité en centre-ville et améliorer les entrées du centre ancien et donc l'accès aux rues piétonnes et au cœur de ville.

#### Requalification de la Rue des Remparts du Collège :

La rue des Remparts du Collège est une voie du centre ancien à l'extrême ouest de la vieille ville. Elle fait partie d'un itinéraire piéton de découverte du patrimoine architectural de Bagnols-sur-Cèze. En effet, une partie des remparts de la ville est conservée dans cette rue étroite et les petites maisons en pierre de taille en font son charme. La voirie est en mauvais état, le revêtement en béton gris a été repris en de nombreux endroits. Il est nécessaire de reprendre la totalité de la rue, de réaliser la chaussée en béton bitumeux et de profiter de la chaussée en « V » pour canaliser les eaux pluviales avec un caniveau central.

#### Les éléments financiers :

Les opérations sous maîtrise d'ouvrage communale pour la requalification de la Rue des Remparts du Collège sont évaluées à ce premier stade à 83 000 € HT de budget prévisionnel. Les travaux prévus dans ce budget concernent : voirie réalisée en béton bitumineux avec canalisation des eaux pluviales avec un caniveau central.

Le plan de financement prévisionnel élaboré à ce jour, se présente comme suit :

- la Commune demande, dans le cadre de l'Action Cœur de Ville, une subvention DSIL à l'État de 50% du montant HT des travaux, soit : 41 500 €, soit un reste à charge pour la commune de 41 500 HT en autofinancement.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 3 avril 2019.

**Jean-Yves CHAPELET :** C'est la 2<sup>ème</sup> opération que nous présentons en demande de subvention. La 1<sup>ère</sup> était celle sur la place Jean-Jaurès et la 3<sup>ème</sup> sera sur la rue du Roc.

Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non ? Des abstentions ? Non.

**La question n° 13 est adoptée à l'unanimité.**

Question n° : **14**

Rapporteur : **J-Y CHAPELET**

**Objet : Action « Cœur de Ville » : demande de subvention auprès de l'État pour la réfection de la Rue du Roc – Centre ancien de Bagnols-sur-Cèze**

## **1/Note synthétique de présentation :**

La ville de Bagnols-sur-Cèze a été désignée pour intégrer le dispositif « Action Cœur de Ville » initié en avril 2018, au même titre que 222 villes moyennes françaises.

Le dispositif « Action Cœur de Ville » couvre 5 axes en proposant une appréhension systémique de la situation du cœur d'agglomération :

- Axe 1 – De la réhabilitation à la restructuration : vers une offre attractive de l'habitat en centre-ville.
- Axe 2 – Favoriser un développement économique et commercial équilibré.
- Axe 3 – Développer l'accessibilité, la mobilité et les connexions.
- Axe 4 – Mettre en valeur les formes urbaines, l'espace public et le patrimoine.
- Axe 5 – Fournir l'accès aux équipements et services publics.

Deux consultations sont en cours une pour une étude globale sur les 5 axes proposés et une autre pour une étude pré-opérationnelle d'OPAH-RU (Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat – Rénovation Urbaine) sur le centre ancien notamment.

Des actions matures ont été anticipées par la commune avant que le projet « Action Cœur de Ville » ne voit le jour. Ces actions peuvent aujourd'hui intégrer ce nouveau dispositif.

Il s'agit, dans un premier temps, de requalifier des espaces publics et d'offrir un cadre de vie satisfaisant pour la population, garantir la sécurité en centre-ville et améliorer les entrées du centre ancien et donc l'accès aux rues piétonnes et au cœur de ville.

### **Requalification de la Rue du Roc :**

La rue du Roc est une voie du quartier du centre ancien à l'ouest de la vieille ville. Elle fait partie d'un itinéraire piéton de découverte du patrimoine architectural de Bagnols-sur-Cèze. Pour le confort des habitants de la rue du Roc d'une part et pour le confort des piétons, touristes effectuant un parcours de visite pédestre du centre ancien, d'autre part, la mise aux normes de cette rue est nécessaire. De conception vétuste, la rue du Roc demande de travaux de rénovation importants. Le réseau d'assainissement et le réseau d'eau potable sont à refaire et le revêtement doit être renouvelé.

### **Les éléments financiers :**

Les opérations sous maîtrise d'ouvrage communale pour la requalification de la Rue du Roc sont évaluées à 122 500 € HT de budget prévisionnel.

Les travaux prévus dans ce budget concernent : voirie en béton bitumineux – trottoirs en béton désactivé.

Le plan de financement prévisionnel élaboré à ce jour, se présente comme suit :

- la Commune demande, dans le cadre de l'Action Cœur de Ville, une subvention DSIL à l'État de 50 % soit 61 205 € HT, soit un reste à charge pour la commune de 61 250 HT en autofinancement.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 3 avril 2019.

**Jean-Yves CHAPELET** : Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.  
Y-a-t-il des oppositions ? Non ? Des abstentions ? Non.

**La question n° 14 est adoptée à l'unanimité.**

**Anthony Cellier** : Je voudrais dire que ce n'est pas le tout d'aller chercher des mesures mais encore faut-il les faire vivre localement et j'avoue que depuis que j'échange avec le cabinet du Ministre Philippe Denormandie je suis assez fier de l'avancement et de l'avancée des projets de ce « Cœur de Ville » et puisque la parole m'est offerte, je vais profiter aussi de la présence de la presse pour dire que le décret Denormandie a été émis en mars et permet aux Bagnolaises et aux Bagnolais de bénéficier d'un avantage fiscal sur la rénovation énergétique et sur tous les travaux qui seraient faits dans ce cadre de la rénovation énergétique. Cet avantage fiscal va de 12 à 21% ce qui n'est pas négligeable dans le cadre d'un engagement de location de ce bien. Si vous me permettez de faire cet aparté, « Cœur de Ville » ce n'est pas que le commerce c'est aussi la capacité de réinvestir le centre-ville, de le rendre plus agréable et de vivre dans le centre-ville. Merci.

**Catherine EYSSERIC** : Comme vous le disiez Monsieur le Maire, nous oeuvrons tous pour que cette ville se renouvelle, retrouve de l'attractivité au-delà de son attractivité économique et de l'emploi qui est réelle mais aussi l'attractivité de son renouvellement urbain. La Région participe à ce travail et apporte sa contribution à travers les équipements sportifs et culturels notamment sur le stade pour lequel je pense que nous aurons de bonnes nouvelles, c'est en train d'être voté.

Question n° : **15**

Rapporteur : **C. SUAU**

**Objet : Renouvellement des conventions de partenariat avec des associations sportives bagnolaises**

**1/Note synthétique de présentation :**

Compte tenu de la politique sportive mise en place en direction des populations, la commune entend établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité est considérée d'intérêt général dans ces domaines.

Pour ce faire, elle met à disposition des associations ses infrastructures, mais également des moyens financiers sous forme de subventions destinées à soutenir des projets concourant à l'intérêt général de la collectivité.

Les associations sportives, régies par la loi de 1901, réalisent des projets qui s'inscrivent dans le cadre de la politique sportive du territoire et sollicitent par conséquent son soutien.

Grâce aux résultats sportifs, les associations sont un vecteur de développement du sport sur le territoire. Elles mettent également en place une politique de formation des jeunes en vue d'une pratique du sport de loisirs ou de haut niveau.

Avec les associations les plus importantes (HBGR, FCBP, SOBM, RCBM, OSB) qui participent à nombreux projets, la ville souhaite concrétiser et conventionner ce partenariat.

A ce jour, les conventions avec le SOBM et l'OSB sont en cours jusqu'au 31 décembre 2019. Quant aux autres conventions (HBGR, FCBP et RCBM) elles sont arrivées à termes. Dans un souci d'uniformité de dates, les deux premières sont résiliées afin de faire coïncider les dates de conventions de ces cinq associations conventionnées.

Il est proposé de valider les conventions pluriannuelles de partenariat entre la Ville de Bagnols-sur-Cèze et :

le Hand-Ball Gard rhodanien (HBGR),

le Foot-Ball Club Bagnols-Pont (FCBP),

le Sport Olympique Bagnols-Marcoule (SOBM),

le Rugby Club Bagnols-Marcoule (RCBM),

l'Office du Sport Bagnolais (OSB)

pour une durée de 3 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019 et à verser les subventions correspondantes.

Question présentée à la Commission éducation, sport et culture et à la Commission des moyens généraux du 3 avril 2019.

**Christian ROUX :** Je dirai que le principe de conventionnement a permis à de grosses associations de se développer et de franchir des paliers en termes de résultats, en termes d'accueil des jeunes, etc.. Est-ce que vous avez d'autres associations qui vous ont sollicités pour signer des conventions au titre de développement et de franchissement de cap ?

**Jean-Yves CHAPELET :** Je partage votre avis, ces conventions permettent aux clubs un avenir stable avec un calendrier précis. Nous conventionnons avec toutes les grosses associations comme le Comité des Fêtes, Mosaïque, Riposte, etc.. qui ne sont pas des associations sportives mais qui ont besoin de ces conventions pour envisager l'avenir sereinement.

**Serge ROUQUAIROL :** Je pense que toutes ces associations même si ce n'est pas uniquement dans le domaine sportif, qu'elles interviennent dans le secteur culturel ou social, elles ont besoin d'une lisibilité dans le temps parce que la structure de ces associations, le cœur de ces associations c'est le bénévolat. Etre bénévole ne veut pas dire être amateur. Etre bénévole cela veut dire ne pas toucher de rémunération pour le travail qu'on fait mais le travail on le fait à un niveau d'exigence professionnel. C'est extrêmement important sur tous les plans, sur le plan juridique entre autres car les associations ont une responsabilité juridique très importante mais aussi pour le développement car quand on fait les choses

avec professionnalisme cela se calcule, s'établit selon un calendrier dans le temps et à partir de là on peut construire aussi en partenariat et l'on est beaucoup plus visible par les populations. Ce qui compte c'est la visibilité que les associations se donnent à travers ces conventions et je suis bien d'accord avec vous sur le fait de choisir une date anniversaire pour toutes les conventions ainsi tout le monde bénéficie de la même visibilité et la politique de la ville en est facilitée aussi.

**Jean-Yves CHAPELET :** Je rappelle que la Chambre Régionale des comptes dans son dernier audit nous a rappelé qu'au-delà d'une subvention supérieure à 23 000 € il y a une obligation de conventionner.

Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non ? Des abstentions ? Non.

**La question n° 15 est adoptée à l'unanimité.**

Question n° : **16**

Rapporteur : **R. SALGUES**

**Objet : Prescription de la révision du Règlement Local de Publicité sur le territoire de la Commune et définition des modalités de la concertation liée à cette procédure**

**1/Note synthétique de présentation :**

Le Règlement Local de Publicité (RLP) en vigueur dans la commune de Bagnols-sur-Cèze a été arrêté par délibération du 27 avril 1992.

Il s'avère nécessaire de réviser le RLP suite à l'évolution de la commune et pour tenir compte des dispositions de la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement qui modifie, notamment, certaines dispositions du Code de l'environnement dans son chapitre relatif à la publicité extérieure.

L'article L. 581-14-1 dudit Code prévoit que « Le règlement local de publicité est élaboré, révisé ou modifié conformément aux procédures d'élaboration, de révision ou de modification des plans locaux d'urbanisme définies au chapitre III du titre V du livre I<sup>er</sup> du Code de l'urbanisme ».

Le décret d'application entré en vigueur le premier juillet 2012 stipule que les RLP ante Grenelle devront être révisés avant le 13 juillet 2020 sous peine de devenir caducs.

En outre, les dispositions de la loi du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État ainsi que celles des articles R. 153-8 et suivants du Code de l'urbanisme, transfèrent aux communes ou à l'EPCI

les compétences en matière d'urbanisme. La commune n'étant pas membre d'un EPCI ayant compétence en matière de PLUi, il lui revient de décider de la révision de son Règlement Local de Publicité (RLP).

La commune est soumise aux dispositions des agglomérations de plus de 10 000 habitants où la publicité scellée au sol est autorisée ainsi que le grand format (12 m<sup>2</sup>) pour les publicités et les enseignes scellées au sol.

La commune compte un important patrimoine architectural et de nombreux monuments historiques classés et inscrits dont la plupart dans le centre historique médiéval de la ville. En vertu de l'article 112 de la loi du 7 juillet 2016 relative à la liberté de création, à l'architecture et au patrimoine (LCAP), la publicité sera interdite par défaut dans le périmètre délimité aux abords de ces monuments historiques ou à moins de 500 m et dans le champ de visibilité de ces monuments à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 (à moins de 100 m et dans le champ de visibilité aujourd'hui).

La commune compte également deux sites inscrits (Parc du Mont-Cotton et place du marché et ses abords) avec des perspectives paysagères à préserver, en particulier, le centre-ville médiéval et une partie des berges de la Cèze au nord qui sont compris dans un site patrimonial remarquable (SPR : ex-ZPPAUP entrée en vigueur en 2008).

La commune héberge une forte densité d'entreprises réparties entre le centre historique commerçant et les zones d'activité commerciales et industrielles. La pression publicitaire est donc très importante.

La commune étant dotée d'un RLP, l'autorité de police pour l'instruction des dossiers de demande d'autorisation d'enseigne, de déclaration de publicités ou de sanction à l'égard des dispositifs en infraction est le Maire.

La commune souhaite réviser son RLP afin de mettre en œuvre une politique environnementale plus qualitative en matière de publicité extérieure et de maintenir le Maire comme autorité de police compétente en matière de publicité extérieure.

Conformément à l'article L. 123-6 du Code de l'urbanisme, la commune fixe les objectifs du RLP qui sont les suivants :

- valoriser le patrimoine architectural et paysager de la commune, en particulier à proximité des monuments historiques du centre-ville médiéval et des mails arborés qui l'entourent. Affirmer l'identité et l'image de la commune en général,
- réintroduire éventuellement la publicité de manière modérée dans certains sites protégés,
- améliorer la qualité des entrées de villes et les perspectives paysagères lointaines sur les massifs, la rivière Cèze et la vallée agricole,
- renforcer l'attractivité et le dynamisme de l'activité commerciale, artisanale et industrielle tout en maîtrisant la publicité extérieure (renforcement du qualitatif et de la lisibilité des enseignes et des publicités, homogénéisation de la signalétique),

- proposer des solutions efficaces et bien intégrées pour l'annonce des manifestations temporaires et les activités agricoles,
- prendre en compte les nouvelles formes d'affichage et les nouvelles technologies (numérique notamment),
- réduire la consommation d'énergie (dans un souci de développement durable).

En application du Code de l'urbanisme, et notamment les articles L. 153-11 et L. 103-2 à L. 103-6, l'assemblée délibérante qui prescrit l'élaboration d'un RLP doit également préciser les modalités de la concertation.

Les acteurs de cette concertation sont :

- toute la population de la commune
- les entreprises communales
- les professionnels de l'affichage
- les associations agréées
- les chambres consulaires (Chambre de commerce et d'industrie, chambre des métiers, chambre d'agriculture)
- les représentants de l'État
- le Président du Conseil régional
- le Président du Conseil départemental
- le Président de la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien
- les représentants des communes de Chusclan, Laudun, Orsan, Saint-Gervais, Saint-Nazaire, Sabran, Tresques et Vénéjan.

La concertation avec les acteurs se déroulera selon les modalités suivantes :

- affichage en Mairie des délibérations,
- mise à disposition d'un dossier de concertation aux services techniques de la ville (53 Avenue de l'Hermitage, en zone de Berret) et tenue d'un registre destiné à recueillir les observations de toute personne intéressée pendant toute la durée d'élaboration du projet de RLP,
- articles dans le bulletin municipal,
- articles sur le site internet de la commune,
- organisation d'un atelier de concertation à destination, notamment, des acteurs économiques, des associations et des professionnels du secteur.

Le bilan de cette concertation sera dressé par le Conseil municipal, conformément au Code de l'urbanisme et notamment l'article L. 103-6, au moment de l'arrêt du projet de RLP.

Il est proposé au Conseil municipal :

- de prescrire la révision du Règlement Local de Publicité (RLP) de la commune,
- d'approuver les objectifs poursuivis tels qu'ils sont définis ci-dessus,
- de réaliser la concertation prévue par les articles L. 103-2 à L103-6, L. 153-11 et L. 300-2 du Code de l'urbanisme selon les modalités définies ci-dessus,



- de charger Monsieur le Maire de signer tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération,
- de solliciter de l'État la compensation financière des dépenses communales d'élaboration du RLP sous la forme d'un fonds de concours au sein de la dotation générale de décentralisation,
- d'inscrire au budget communal les crédits nécessaires à ces dépenses.

Question présentée à la Commission urbanisme, travaux et environnement du 3 avril 2019.

**Jean-Yves CHAPELET :** Ce qu'il faut comprendre à la lecture de ce texte c'est qu'il nous faut délibérer avant la fin de l'année sur ce règlement avant qu'on nous impose notre règlement et que le pouvoir du Maire en matière de publicité sur sa commune ne soit géré par la Préfecture. M. Salgues a commencé le travail avec un cabinet pour mettre en place ce règlement ainsi nous aurons l'outil juridique qui va nous permettre de faire un peu le nettoyage dans les panneaux.

**Claude ROUX :** Est-ce que les panneaux publicitaires lumineux en font partie car ils commencent à fleurir un peu partout sur la ville ?

**Jean-Yves CHAPELET :** Absolument, mais il ne vous a pas échappé que certains sont sur le domaine privé dont un sur une portion départementale.

**Serge ROUQUAIROL :** Effectivement la procédure est lourde et complexe et s'apparente à l'élaboration d'un PLU pour une commune. Ce qu'on comprend c'est qu'en donnant ces pouvoirs au Maire sur la question on met de la proximité dans la décision et de la modération, c'est à souhaiter. Mais il est vrai que depuis quelques temps on constate des abus. Je sais bien que ce n'est pas l'essentiel dans la gestion d'une politique de la ville mais ça contribue à la qualité de l'image, à la qualité de l'attractivité, au choix que peuvent faire des investisseurs, toute une série de personnes avec lesquelles on peut entrer en partenariat économique. Je pense que c'est beaucoup plus important qu'il n'y paraît. Il est vrai que ça paraît un peu démesuré par l'importance de la délibération, l'importance du système mis en œuvre mais le résultat attendu est important.

**Claudine PRAT :** Le règlement existant date de 1992 est-ce que les gens qui mettent en œuvre les publicités le savent ?

**Jean-Yves CHAPELET :** M. Rouquairol a raison il faut savoir adapter, je rappelle que la taxe locale sur RPL est une recette de la commune et qu'il faut donc ajuster la contrainte et si aujourd'hui l'État nous permet d'écrire un règlement de publicité pour qu'on en garde la maîtrise c'est là qu'il va pas falloir se loucher. On a reçu avec M. Salgues, les premiers cabinets d'études qui vont nous permettre d'imposer des contraintes sachant qu'au niveau du mobilier urbain, j'y reviendrai dans les mois à venir, ça va changer et que les panneaux d'information lumineux on va en mettre en place à condition que les 3 x 4 disparaissent. Si

on a un panneau lumineux avec de la publicité tournante qui nous fait disparaître une dizaine de 3 x 4 il vaut mieux le panneau lumineux.

**Serge ROUQUAIROL** : il est évident que ça impose beaucoup de choses à la ville en matière par exemple de publicité des actions associatives. J'ai une vieille expérience d'afficheur et d'attacheur de banderoles pour les opérations de lutte contre la mucoviscidose et autres mais ça suppose d'avoir un service capable de rendre ce service qui devient, puisque le document est opposable une fois qu'il est adopté, obligatoire à l'égard des associations qui sollicitent la ville. Il faut donc avoir le calendrier qui permet d'agir en temps et en heure parce que faire de la publicité pour une action deux jours avant son organisation c'est comme si on ne la faisait pas. Donc, il faut avoir la possibilité derrière d'assumer l'installation des moyens promotionnels pour les activités associatives aussi.

**Claude ROUX** : Concernant les publicités ponctuelles pour les cirques ?

**Jean-Yves CHAPELET** : Alors là aucun souci, on les retire et on verbalise. Le territoire est géré par les élus et non pas par les cirques de passage. D'ailleurs, la politique de la ville depuis longtemps c'est de ne plus accueillir sur le domaine communal des cirques avec animaux. Donc, systématiquement c'est verbalisé et les affiches sont retirées.

Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non ? Des abstentions ? Non.

**La question n° 16 est adoptée à l'unanimité.**

Question n° : **18**

Rapporteur : **R. SALGUES**

**Objet : Autorisation d'occupation temporaire du domaine public pour l'exploitation et la gestion du marché aux puces de la ville de Bagnols-sur-Cèze**

### **1/Note synthétique de présentation :**

La convention de gestion pour l'exploitation du marché aux puces destiné aux particuliers ayant été conclue le 29 avril 2016 pour une durée de trois ans arrive à expiration le 29 avril 2019.

Il convient désormais de procéder à l'établissement d'une nouvelle convention à intervenir pour une durée de trois années, sachant que le montant des recettes moyennes pour l'exécution de ce service représente 1 800 € par an.

Par ailleurs, la convention couvrant une durée non supérieure à trois ans et portant sur un montant n'excédant pas 1 800 € par an, il est possible de recourir à la procédure prévue à l'article L2122-1-1 du Code de la propriété des personnes publiques.

Cet article prévoit qu'une « procédure de sélection préalable présentant toutes les garanties d'impartialité et de transparence, et comportant des mesures de publicité permettant aux candidats potentiels de se manifester » doit être mise en œuvre.

Les conditions de la convention étant ensuite librement négociées par le maire ou son représentant avec le ou les candidats intéressés.

Il est donc demandé au Conseil municipal l'autorisation de mettre en œuvre cette procédure et d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention qui sera établie avec le candidat retenu.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 3 avril 2019.

**Serge ROUQUAIROL :** Je vous avais dit à l'occasion de la convention avec les grands clubs que j'interviendrais sur cette question. Nous en avons discuté lors de la Commission, il n'est un secret pour personne que jusqu'à présent c'est l'un des grands clubs avec qui nous avons voté une convention tout à l'heure qui avait ce marché. Ce marché doit s'accompagner de notre part, si cette convention est passée à nouveau avec l'attributaire précédent du marché, d'une exigence de transparence à l'égard de la fiscalité en particulier parce que si ces obligations ne sont pas respectées, l'association en question sera gestionnaire de fait et sera susceptible d'être sanctionnée pour cela et les Présidents et trésoriers des associations qui sont gestionnaires de fait sont responsables de leurs deniers. Ne l'oublions pas. Il sera bon à l'occasion du renouvellement de cette occupation temporaire de rappeler ces exigences parce qu'on ne peut plus se permettre d'avoir les fonctionnements que nous connaissons. On sait très bien que l'argent ne va pas dans les poches des bénévoles mais il n'est pas possible que des associations fonctionnent de cette façon, il y a vraiment une exigence de transparence qu'il s'agit pour nous d'appuyer, de renfoncer à l'égard des services fiscaux en particulier.

**Jean-Yves CHAPELET :** Je partage votre exigence de transparence. Cette exigence de transparence fait partie de l'audit de la Chambre Régionale des Comptes de la dernière fois et je ne sais pas si vous le savez mais nous sommes repartis dans un nouvel audit et dans les documents qui nous sont demandés figurent ceux sur les actions que nous avons engagées. De notre côté, c'est contrôlé, les choses sont carrées, c'est un secteur qui aujourd'hui fonctionne bien et qui a bien pris en compte l'ampleur de sa tâche. Je ne dis que quelquefois on ne donne pas un petit coup de main aux associations mais nous sommes attentifs car ce n'est pas parce qu'on a confiance qu'on ne fait pas de contrôle.

Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non ? Des abstentions ? Non.

**La question n° 18 est adoptée à l'unanimité.**

Question n° : 19

Rapporteur : J-Y CHAPELET

**Objet : Réfection du stade Léo-Lagrange (gazon et piste d'athlétisme) - Demande de subvention au titre de la Dotation Politique de la Ville**

**1/Note synthétique de présentation :**

Le 26 mars 2019, le Ministère de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales a communiqué la liste des territoires éligibles à la Dotation Politique de la Ville (DPV). En 2019, la modification nationale des règles de calcul de cette dotation (article 259 de la LOLF 2019) a eu pour conséquence une meilleure stabilité de la liste des communes éligibles à la DPV dont la ville de Bagnols-sur-Cèze fait désormais partie au même titre que les villes gardoise de Nîmes, Saint-Gilles et Alès.

La DPV est une subvention attribuée à l'échelle départementale par le Préfet du Gard pour des opérations d'investissement (ou à titre exceptionnel de fonctionnement) qui répondent aux objectifs du Contrat de ville, à savoir des actions menées en faveur du développement territorial des quartiers prioritaires et des politiques et/ou actions menées au bénéfice des personnes qui y résident.

Une collectivité peut déposer une demande de subvention à condition qu'elle justifie d'une participation financière à hauteur d'au moins 20% de la totalité des financements publics. La part de cofinancement de la DPV peut quant à elle monter jusqu'à 80% du montant hors taxe de la dépense. Le montant de subvention statué par le Préfet fera ensuite office de plafond de subvention dans le cadre d'une convention de cofinancement. Les opérations soumises par la collectivité au titre de la DPV 2019 ne doivent pas avoir démarré (date de début d'exécution des travaux) avant la date de dépôt de la demande de subvention (dossier réputé complet).

A Bagnols-sur-Cèze, le projet de réfection à neuf du stade Léo-Lagrange, comprenant (notamment le remplacement du gazon par une pelouse synthétique et la réfection de la piste d'athlétisme) correspond parfaitement à la philosophie de la Dotation Politique de la Ville. Son stade d'avancement nous permet également de présenter l'ensemble des pièces qui constituent le dossier de demande de subvention.

Sur un plan opérationnel, la tranche relative à la pose du gazon synthétique est prévue pour l'exercice 2019 ; une seconde tranche relative à la réfection de la piste est prévue pour l'exercice 2020.

Le coût total HT estimé pour cette opération est de 1 351 966 €. Les recettes d'ores et déjà sollicitées sont les suivantes :

- la Région Occitanie pour un montant de 405 590 € (30%),

- la Fédération Française de Football pour un forfait de 50 000 €.

La demande de subvention au titre de l'ATI FEDER n'ayant pas encore été sollicitée, il paraît plus avantageux de soumettre le projet de réfection du stade au titre de la DPV car le financement sollicité pourrait s'élever à 625 983 € soit 46% de financement.

Il est donc proposé au Conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire à :

- solliciter une subvention d'un montant de 625 983 € au titre de la Dotation Politique de la Ville,
- mener toutes les démarches nécessaires à la mobilisation de cette subvention.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 3 avril 2019.

Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non ? Des abstentions ? Non.

**La question n° 19 est adoptée à l'unanimité.**

Question n° : **20**

Rapporteur : **J-Y CHAPELET**

**Objet : Aménagement de la place Léon-Jouhaux - Demande de subvention au titre de la Dotation Politique de la Ville**

### **1/Note synthétique de présentation :**

Le 26 mars 2019, le Ministère de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales a communiqué la liste du territoire éligible à la Dotation Politique de la Ville (DPV). En 2019, la modification nationale des règles de calcul de cette dotation (article 259 de la LOLF 2019) a eu pour conséquence une meilleure stabilité de la liste des communes éligibles à la DPV dont la ville de Bagnols-sur-Cèze fait désormais partie au même titre que les villes gardoise de Nîmes, Saint-Gilles et Alès.

La DPV est une subvention attribuée à l'échelle départementale par le Préfet du Gard pour des opérations d'investissement (ou à titre exceptionnel de fonctionnement) qui répondent aux objectifs du Contrat de ville, à savoir des actions menées en faveur du développement territorial des quartiers prioritaires et des politiques et/ou actions menées au bénéfice des personnes qui y résident.

Une collectivité peut déposer une demande de subvention à condition qu'elle justifie d'une participation financière à hauteur d'au moins 20% de la totalité des financements publics. La part de cofinancement de la DPV peut quant à elle monter jusqu'à 80%. Le montant de subvention statué par le Préfet fera ensuite office de plafond de subvention dans le cadre

d'une convention de cofinancement. Les opérations soumises par la collectivité au titre de la DPV 2019 ne doivent pas avoir démarré (date de début d'exécution des travaux) avant la date de dépôt de la demande de subvention (dossier réputé complet).

A Bagnols-sur-Cèze, dans le cadre du NPNRU des Escanaux, plusieurs opérations d'aménagement des espaces publics ont été définies et chiffrées parmi lesquelles le réaménagement complet de la place Léon-Jouhaux qui se situe au sud du stade Léo-Lagrange.

Cette opération vise à requalifier une place dédiée au stationnement en un espace public qualitatif qui permet par ailleurs de requalifier les abords de l'école Jules-Ferry, côté maternelle et côté élémentaire.

Le chiffrage du projet réalisé par l'équipe mandatée pour la réalisation de l'étude urbaine du NPNRU, s'élève à 836 125 € ; il comprend :

- la reprise de l'enrobé et des bordures de l'ensemble de la place,
- la création de nouvelles zones de stationnement en remplacement des places supprimées,
- la démolition partielle des tribunes de foot pour donner une vue sur l'école depuis l'extérieur,
- la reprise du parvis de l'élémentaire,
- la création d'un parvis pour la maternelle,
- l'agrémentation par du mobilier urbain et des espaces verts.

Le montant total prévisionnel HT du projet est de 928 099 €. Intégrée au sein de la convention financière du NPNRU, cette opération peut mobiliser une subvention de 120 000 € par la Région Occitanie.

Ainsi, considérant le taux d'autofinancement plancher de 20%, la subvention sollicitée au titre de la Dotation Politique de la Ville s'élève à 622 479 € soit 67% du coût HT.

Il est donc proposé au Conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire à :

- solliciter une subvention d'un montant de 622 479 € au titre de la Dotation Politique de la Ville,
- mener toutes les démarches nécessaires à la mobilisation de cette subvention.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 3 avril 2019.

Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non ? Des abstentions ? Non.

**La question n° 20 est adoptée à l'unanimité.**

Question supplémentaire  
Rapporteur : **JY CHAPELET**

Objet : **Motion pour l'installation d'un deuxième IRM à Bagnols-sur-Cèze**

**1/Note synthétique de présentation :**

Considérant que le cadre du Plan Régional de Santé (PRS) 2018-2022, le PRS2 prévoit l'installation d'appareils d'Imagerie à Résonance Magnétique (IRM) dans le département du Gard,

Considérant que depuis 2004, le centre hospitalier de Bagnols-sur-Cèze utilisait un appareil mobile partagé avec les hôpitaux d'Alès et de Mende,

Considérant qu'après l'installation d'un premier appareil fixe en 2013 qui a permis d'optimiser la prise en charge des patients, l'IRM de Bagnols-sur-Cèze est aujourd'hui à saturation. En effet, ce seul appareil est utilisé pour 140.000 habitants, sans compter les 20% de patients supplémentaires provenant des départements limitrophes (Vaucluse, Drôme et Ardèche),

Considérant qu'avec 1 IRM pour 140.000 habitants, notre territoire apparaît largement sous doté par rapport à Nîmes qui compte 7 IRM, soit 1 pour 50.000 habitants, et aux moyennes régionales et nationales de 1 IRM pour 71.500 habitants,

Considérant que l'activité du service d'imagerie médicale du centre hospitalier de Bagnols-sur-Cèze est en constante progression et ceci dans tous les domaines. Rien que pour le nombre d'examens IRM, on peut observer une augmentation de 7.083 patients en 2017 et environ 8.000 en 2018. Le potentiel estimé sur un second appareil serait de 13.000 à 14.000 patients,

Considérant qu'en conséquence les délais de rendez-vous sont très longs, avec un délai moyen actuellement de 42 jours, supérieur à la moyenne nationale de 30,3 jours et considérant que par ailleurs, il n'y a pas de créneaux de réservation possible pour les examens en urgence alors que la demande est nettement supérieure à l'offre,

**Le Conseil municipal décide :**

- de solliciter l'Agence Régionale de Santé Occitanie afin que soit étudiée la demande d'un deuxième IRM à Bagnols-sur-Cèze, afin d'offrir un service d'imagerie de qualité et de proximité pour l'ensemble de la population du Gard rhodanien.

**Anthony CELLIER :** Ce deuxième IRM est important pour l'hôpital de Bagnols mais plus largement aussi pour toutes les communes avoisinantes. Aujourd'hui, au niveau de l'IRM de Bagnols on atteint un seuil d'environ 140 000 habitants, hors départements voisins. Il faut savoir que comme Bagnols est au nord et touche les voisins ardéchois, vauclusiens et

drômois, nous avons une patientèle qui vient aussi de ces départements et dans le mode de calcul de l'ARS Occitanie ne sont pas inclus dans ces 140 000 habitants nos voisins qui représentent à peu près 20% du nombre de patients susceptibles de venir utiliser l'IRM de Bagnols. Ce qui fait la démonstration de l'importance d'avoir un IRM supplémentaire au regard notamment du volume moyen en France d'un IRM qui est de 68 000 patients pour un IRM, vous voyez que l'on frôle le double de patients. C'est pour cela que j'ai sollicité l'ensemble des maires de la Communauté d'Agglomération et même au-delà à signer cette motion pour les sensibiliser sur cette problématique et faire en sorte que ce deuxième IRM soit fléché sur l'hôpital de Bagnols-sur-Cèze, sachant que normalement dans le plan de santé 2018/2022 il y a deux IRM voire peut-être trois fléchés sur le département du Gard. D'où l'importance de le faire venir à l'hôpital de Bagnols et à ce titre là je suis très heureux que de nombreux maires aient répondu favorablement puisque pour information nous en sommes à quatre-vingt signatures.

**Jean-Yves CHAPELET :** Je vais mettre ma casquette de Président du Conseil de surveillance de l'hôpital. Je vais remercier deux personnes qui sont vraiment actives sur ce dossier. Tout d'abord le Docteur Dibo, quelqu'un d'extraordinaire qui permet à l'hôpital de porter la fonction hospitalière à fond. Sur ce dossier, c'est lui qui a construit tout l'argumentaire médical. Ensuite, le nouveau directeur de l'hôpital, M. Sajus qui suit ce dossier de très près. Ce que je voulais préciser par rapport à ce que vient de dire M. Cellier c'est qu'il est très important d'avoir un deuxième IRM car il n'a échappé à personne que nous avons sept blocs opératoires quasiment neufs, que l'activité de cancérologie est en plein essor, l'orthopédie et le service pédiatrie en vont de même et donc l'IRM est directement associé à ces activités. Je rappelle que l'hôpital de Bagnols n'a pas de déficit, c'est un des rares hôpitaux d'Occitanie qui se porte bien financièrement et si on devait déterminer le centre de l'agglomération du Gard rhodanien c'est l'hôpital de Bagnols-sur-Cèze. Les dernières nouvelles sur cet IRM sont bonnes.

Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non ? Des abstentions ? Non.

**La motion est adoptée à l'unanimité.**

Question n° : **21**

Rapporteur : **J-Y CHAPELET**

Objet : **Communication des décisions du maire du n° 05/2019 au n° 11/2019**

**N° 05/2019 :** Convention de mise à disposition d'un logement à la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien.



**N° 06/2019 :** Convention de partenariat avec les associations bagnolaises pour leur participation aux différents dispositifs mis en place sur le territoire durant les vacances.

**N° 07/2019 :** Participation des familles du Conseil Municipal des Enfants et des Jeunes dans le cadre d'un séjour à Paris.

**N° 08/2019 :** Marché de service concernant les prestations d'exploitation des réseaux de collecte des eaux usées et pluviales.

**N° 09/2019 :** Marché de travaux concernant les travaux d'aménagement de la voirie et de restructuration des réseaux de la ville de Bagnols-sur-Cèze.

**N° 10/2019 :** Marché de service concernant les prestations de ramassage et évacuation des encombrants ménagers sur la commune de Bagnols-sur-Cèze.

**N° 11/2019 :** Marché de travaux concernant les travaux de restauration intérieure de l'église Saint-Jean-Baptiste de Bagnols-sur-Cèze.

**Jean-Pierre NAVARRO :** Je vous demande si un jour ces travaux verront une conclusion. Je vais expliciter ma question. Vous savez que depuis que les travaux de l'église ont commencé, les paroissiens sont obligés de trouver refuge à la chapelle de l'Ancyse. Or, il se trouve qu'au moment des offices cet endroit se trouve saturé et les voitures ont trouvé refuge en face au pôle médical mais à cet endroit-là il n'existe que peu de passages protégés et les gens risquent de se faire écraser en traversant la route. Je vous demande d'aller voir comment cela se passe entre les voitures et les piétons.

**Jean-Yves CHAPELET :** Les travaux avancent bien et je vous encourage à aller voir le pavage au sol qui est en train d'être posé et qui est magnifique. Je suis abasourdi par la qualité du travail fait par les Compagnons. Je comprends le problème d'ailleurs j'y passe régulièrement puisque c'est mon chemin, cependant, il y a un passage protégé qui n'est pas spécialement en face de la chapelle.

**Claude ROUX :** Il y a quelques semaines, un incendie s'est produit sur Berret et j'ai été alerté par des riverains qui ont reçu des mises en demeure de débroussailler leurs terrains, ce qui est normal, sauf qu'on leur impose de défricher des terrains qui ne leur appartiennent pas et cependant ils sont responsables. Quelles sont les mesures sur ce sujet ?

**Jean-Yves CHAPELET :** Tout d'abord les mises en demeure qui ont été faites n'ont rien à voir avec l'incendie. L'ONF, il y a plus d'un an, a commencé une opération de mises aux normes dans ce quartier. Les gens ont reçu un premier courrier les informant qu'il fallait procéder au défrichement. Ensuite, la loi fait que quand vous êtes en zone urbaine et que vous touchez une zone naturelle ou agricole, à partir de l'angle le plus marqué de votre propriété vous devez défricher sur 50 m à vos frais et avec l'autorisation du voisin. C'est difficile à expliquer selon les situations mais c'est la loi.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour la séance est levée à : **11 h 20.**

Le Maire  
Jean-Yves CHAPELET